VENEZUELA - L'étau se resserre

Geraldina Colotti

jeudi 13 septembre 2018, mis en ligne par Françoise Couëdel

7 septembre 2018 - *Le 5 septembre Almagro fait une nouvelle tentative. Et Trump n'exclut aucune opération : avec la Colombie d'Iván Duque en première ligne*.

Sans scrupule : le nouveau président colombien, Iván Duque, a affirmé que l'Amérique latine, par la faute du Venezuela, est au bord d'« une des pires crises humanitaires contemporaines », raison pour laquelle il a demandé l'appui de tous les pays de la région. À la fin d'une visite à la municipalité d'El Socorro, dans le département de Santander, il a affirmé qu'il s'agit presque certainement de « la crise migratoire la plus importante qu'ait connu l'Amérique latine dans son histoire récente ». Affirmation de la part du chef de l'État d'un pays qui suscite l'un des plus grands nombres au monde de déplacés intérieurs et de réfugiés à l'extérieur ; beaucoup d'entre eux (5,6 millions sur un total de 6,5 immigrés) vivent au Venezuela où ils jouissent de tous les droits. Pourquoi y restent-ils si le pays a provoqué une terrible « crise humanitaire ». Sont-ils tous masochistes ?

Dans une conférence de presse de Delcy et Jorge Rodríguez – respectivement Vice-Président et ministre des Communications – le gouvernement bolivarien a condamné l'usage politique qui est fait de l'importante campagne sur la supposée crise humanitaire aux frontières du Venezuela. Les deux Rodríguez – fils d'un militant assassiné sous la torture au cours des années des dictatures déguisées de la IVe République, auxquelles les droites aimeraient revenir – ont contesté les mensonges médiatiques en fournissant d'autres données, émanant de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (ACNUR) et mobilisé la logique pour contrargumenter.

Une situation confirmée aussi par les nombreuses demandes de retour qui sont parvenues aux ambassades et aux consulats du Venezuela en Amérique latine de la part de citoyens qui, après avoir été victimes du bombardement médiatique de l'opposition ont touché de près ce que signifie vivre dans des pays qui privilégient les bénéfices engrangés et non les droits des travailleurs, comme c'est le cas au Venezuela. Le gouvernement a organisé le retour d'une centaine de citoyens, aussi bien du Pérou que du Brésil, et continuera à travailler à organiser d'autres retours, dans le cadre du plan prévu de récupération économique. Un plan qui peut frapper un coup dur dans la guerre économique, qui vise à remettre fortement en question le pouvoir du dollar, et qui est le véritable pari dans cette nouvelle et très dangereuse attaque contre le pays riche en ressources.

Nous, a déclaré Delcy Rodríguez, nous ne mettons pas les immigrants dans des camps pour les photographier et pour spéculer politiquement sur leur tête. Le Venezuela a une tradition d'accueil largement reconnue au fil des ans, c'est le second pays d'Amérique du Sud pour le nombre de migrants accueillis. Il a répondu aussi à l'attaque de la Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini, en soulignant que l'Europe vit une vraie crise qui a entraîné la mort en Méditerranée – en cette seule année – de 1600 migrants, provenant des pays d'Afrique ou du Moyen-Orient qui ont souffert des agressions impérialistes antérieures ou récentes.

Une double morale dangereuse qui risque de pervertir le sens du droit international si, au sein de l'ONU et de la OEA – où Almagro a convoqué une réunion pour le 5 septembre – on suit la ligne orchestrée ouvertement par les États-Unis : celle de l'« invasion » humanitaire présentée par la Colombie et ses comparses du groupe dit Groupe de Lima.

« Le Venezuela n'a plus que trois amis dans la région, l'espace environnant se réduit » a déclaré clairement Carlos Trujillo, ambassadeur des États-Unis à l'OEA, à propos de la résolution de condamnation du gouvernement bolivarien, approuvé par l'Assemblée générale de l'organisme dirigé par

Luis Almagro. Un mécanisme pour activer la « Charte démocratique » qui légitimerait une intervention extérieure au Venezuela, qualifié d'« État en faillite, qui pratique le narcotrafic, et protège les terroristes ».

Dans un entretien à CNN, Trujillo a laissé entendre que Trump n'écarte aucune option et que, pour le Nicaragua également, de nouvelles sanctions se préparent qui vont dans la même direction : Maduro – a affirmé l'ambassadeur – ne s'en ira pas de lui-même, il faudra alors organiser un renversement dont se chargeront les forces militaires. Le consentement de la population ? Un détail ! On peut s'en passer, évidemment, et tenter une aventure analogue à celle vécue en Irak et en Syrie. Mais une aventure qui, comme l'a répété Maduro, pourrait se transformer en un nouveau Vietnam pour les États-Unis.

C'est pour cette raison – affirment les mouvements populaires d'Amérique latine et d'Europe – que le Venezuela est notre dernier bastion. Au siècle dernier – a déclaré Delcy Rodríguez – l'ennemi principal était l'Union soviétique, maintenant c'est nous.

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Texte en espagnol : https://www.alainet.org/es/articulo/195108.